

# Désirer la ville moyenne

## Le studio de projet « L'Autre ville » entre enquêtes et projets, École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais

Patrick Henry et Amélie Nicolas

« L'Autre ville ». C'est le titre du studio de projet de master que nous, sociologue et architecte-urbaniste, avons proposé pendant trois ans aux étudiants de master 1 de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais. C'est un studio qui s'attache à penser le rôle de l'architecte et de l'architecture dans le contexte des villes dites moyennes.

Les deux premières éditions de « L'Autre ville » ont concerné la ville de Dieppe, en Seine-Maritime. Une ville d'un peu plus de 30 000 habitants, ayant connu un réel essor grâce au développement de son port maritime et du tourisme balnéaire, mais aujourd'hui en situation de décroissance économique et démographique, accentuée par des problématiques d'exclusion sociale et de pauvreté. En 2019, nous avons choisi la ville de Nevers, en France. Nevers, préfecture de la Nièvre, est une ville de tradition administrative, enserrée par des communes qui avaient les fonctions manufacturières (métallurgie, forges, équipements automobiles), filières économiques ayant très largement déclinées. Nevers accueillait un peu plus de 45 000 habitants en 1975, elle en compte aujourd'hui un peu moins de 34 000.

Population vieillissante et précarisation croissante, fiscalité locale décourageante, marché du logement détendu et vacance commerciale importante en centre-ville sont des marqueurs, à Dieppe comme à Nevers, qu'on ne peut ignorer.

Comment ne pas rappeler ces faits d'actualité, qui accompagnent un vrai fait de société ? Le 17 novembre 2018, un mouvement social, inédit et spontané, a organisé blocages de routes et de ronds-points ainsi que des manifestations, dites « actes », tous les samedis. Ce mouvement n'est pas seulement présent dans les grandes villes de France, mais il est surtout marqué par une mobilisation

sociale depuis les petites et moyennes villes, zones rurales et territoires périurbains. Dans le débat médiatique et politique, surgissait de nouveau le discours d'une France contemporaine coupée en deux, entre métropoles dynamiques et territoires périphériques, les mouvements des Gilets jaunes pouvant être racontés comme une « revanche » des seconds sur les premiers.

Autre fait notable, c'est l'irruption, dans le temps même de ces mobilisations sociales et des commentaires politico-médiatiques qui les ont accompagnées, d'une « science à chaud », marquée par la production d'analyses des chercheurs en sciences sociales et humaines qui ont entrepris de prendre leur place dans ce débat public. Le 24 janvier 2019, paraissait au Seuil l'ouvrage collectif *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, se présentant comme une archive du temps présent (Collectif, 2019). Le 4 avril, sortait le livre de Gérard Noiriel, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire*, dans lequel il répond à Nicolas Truong, qui dirige les pages Débats du *Monde* (Noiriel, 2019). Si les mouvements des Gilets jaunes ont pu être analysés en termes de « jacquerie » dans la presse, Gérard Noiriel nous rappelle très justement que ce terme de « jacquerie » est méprisant ; on le retrouve, depuis le Moyen-Âge, dans l'expression « faire le Jacques » qui veut dire se comporter comme un paysan lourd et stupide. Face à un discours teinté de condescendance et souvent très à distance, ces chercheurs nous engagent à l'analyse de contextes particuliers qui résistent à l'indifférenciation, et qui appellent à une lecture située de réalités territoriales et sociales bien spécifiques, distincte des situations métropolitaines. En effet, ces villes petites et moyennes sont bien différentes si on les regarde de près. Ce sont des villes qui subissent parfois la concurrence avec un espace rural alentour se repeuplant. Elles peuvent être sous l'influence d'une agglomération importante et finalement intégrées, même si elles restent vulnérables, dans une économie métropolitaine. Enfin, d'autres de ces villes connaissent un réel isolement au sein d'un sous-espace régional.

Le studio « L'Autre ville » accompagne cette perspective et cette exigence de précision. Il s'appuie sur l'enquête in situ, l'enquête comme mode de connaissance et comme possibilité d'envisager des projets d'architecture ou d'urbanisme, « en toute conscience ». Par leurs projets sur ces territoires,

les étudiants s'engagent dans la reconnaissance d'un besoin, mais aussi d'un droit à la ville et à l'architecture.

Il y a un paradoxe certain à mobiliser le projet architectural et urbain pour intervenir dans des contextes où les conditions de sa mise en œuvre ne sont pas avérées.

Nous faisons le pari que par le projet, en adoptant une forme de frugalité, l'architecte est à même d'imaginer non pas des chimères numériques, mais de révéler, par les spécificités de sa formation, augmentées par les outils de la sociologie, les conditions pour réenchanter les territoires.

Ce n'est pas l'architecte démiurge que nous envisageons, mais un architecte au service des territoires, à l'écoute de ses habitants et de ses acteurs, un architecte-chercheur au sens où il envisage la transformation concrète des situations étudiées. Car il s'agit bien d'un studio de projet où la notion de projet est entendue sur une durée plus longue que celle qui va de la commande passée à la livraison d'un ouvrage (bâtiment, aménagement).

Notre pari est ainsi double. C'est celui de l'enquête (un certain type d'enquête, nous y reviendrons), et c'est aussi celui d'un certain rapport au projet, que l'on peut penser autrement que dans une séquence habituelle : commande - mise en œuvre - livraison, notamment par le fait que nous sommes dans des villes où la commande (publique ou privée) n'existe pas ou peu, et où l'architecte est de fait peu présent.

### *Un décentrement métropolitain*

Il faut un décentrement certain pour regarder, avec justesse, des territoires que l'on réprouverait a priori, et surtout que l'on connaît mal. En matière de projet, et nous l'avons vu à Dieppe comme à Nevers, les acteurs locaux initient des politiques de redéploiement économique et urbain, mais souvent à la manière des villes dites « gagnantes » : clusters numériques, classes créatives, politiques d'attractivité, projets urbains, etc. appuyés par un certain fantasme de ce que François Ascher appelait les « indices de la métropolisation » fortement associés au paradigme de la croissance (Ascher, 1995, p. 11). C'est cet ensemble qui nous pose question dans ces contextes.

Depuis 2018, 222 villes moyennes sont retenues dans le cadre du plan national « Action cœur de ville ». Le dispositif, doté de cinq milliards d'euros, a pour ambition de relancer les centres de ces villes moyennes. Par effet-miroir au modèle de la métropolisation, la question des arrière-pays, des hinterlands ou des villes relais, semble devenir une préoccupation partagée, y compris au plus haut niveau de l'État. Le terme de « ville médiane », se substituant à celui de « ville moyenne », renseignerait sur l'obsolescence de l'héritage d'une certaine obsession métrique pour la hiérarchisation des villes par des politiques françaises d'aménagement du territoire. Il s'agirait d'admettre désormais une perspective d'interrelation et d'interdépendance entre les villes. Nouvelle conception des systèmes territoriaux, mesures correctives ou « gouvernement à distance » (Epstein, 2005), nous pouvons en effet nous interroger sur les effets de ces dispositifs.

« Il n'y a pas de recettes, il n'y a que des attentions » est une phrase que nous aimons répéter aux étudiants. Elle traduit la nécessité d'une posture attentive aux réalités singulières de ces villes, pour ne pas tomber dans le piège d'un certain mimétisme métropolitain.

### *L'enquête comme pédagogie du projet*

L'enquête comme mode de connaissance situé et comme posture de projet est, dans ce studio, pensée dans un processus continu.

Souvent ou généralement, le sociologue est sollicité soit en amont du projet (dans l'élaboration d'une problématique, d'un diagnostic territorial ou urbain, etc.), soit en aval (en travaillant sur la réception sociale du projet dans le cadre de diagnostics des espaces habités). La question que nous nous sommes posée est : comment faire pour mettre en œuvre un dialogue architecte-sociologue articulé sur toutes les phases du projet ? Et se dire que le sociologue n'aura pas simplement une manière sociale de présenter les choses. En cela, une amitié pédagogique a pu se construire, parce qu'il est essentiel de se faire confiance, mais sans se substituer l'un à l'autre non plus.

Concrètement, nous avons proposé aux étudiants une enquête documentaire et cartographique « à

distance » durant trois à quatre semaines (même s'ils étaient engagés à aller sur place par eux-mêmes), puis une enquête de terrain durant un workshop d'une semaine in situ, l'ensemble constituant la première séquence du studio. À l'issue de cette séquence, les étudiants devaient avoir révélé une situation de projet (situation de projet pensée comme le choix d'un ou plusieurs sites et un levier de transformation).

Nous parlons d'enquête, mais il ne s'agit cependant pas d'une enquête classique de l'anthropologue ou de l'ethnologue : une pédagogie de projet nécessite toujours de faire avec un temps très court, qui contraste le temps long de l'anthropologie. Il s'agit d'abord de trouver un biais pédagogique pour s'engager dans la compréhension et la connaissance d'un territoire. Ce « biais », que nous n'avons pas stabilisé d'année en année, mais que nous avons testé sous différentes formes, permet de « commencer par quelque chose » et non pas « toutes choses égales par ailleurs ».

La première année à Dieppe, nous avons choisi d'engager les étudiants par groupe à identifier des « questions-problèmes »<sup>1</sup>, qu'ils avaient relevées à partir de la lecture d'une documentation sur le territoire (données socio-démographiques, documents stratégiques et réglementaires, dynamiques des institutions du territoire, recherches d'archives, etc.) et d'un premier arpentage. Des questions-problèmes spécifiques, parfois encore peu cernées, parfois décalées par rapport aux représentations des acteurs dieppois sur les enjeux de développement de leur ville, ont pu émerger, être discutées, et donner lieu à des premiers désirs de représentation. Par exemple, un groupe avait soulevé la question des « temps libres » dans la ville ; par temps libres, les étudiants envisageaient les rythmes quotidiens, hebdomadaires et saisonniers de la ville de Dieppe, mais ils posaient également la question, plus large, d'un temps dit libre à la suite des transformations contemporaines du salariat et de son alternance travail-loisirs, en réfléchissant sur le chômage, l'emploi précaire fractionné ou l'emploi intérimaire. Les étudiants élaboraient donc, progressivement, collectivement puis individuellement, des situations de projet, pensées alors comme des dénouements « heureux ».

La seconde année, nous avons choisi six thématiques croisées pour les proposer d'entrée de jeu aux

étudiants ; « Infrastructures et migrations » ; « Eaux et santé » ; « Habiter et isolement » ; « Devenirs des équipements d'une sous-préfecture » ; « Frontières, ordre et désordre ? ». Manières sans doute de resserrer les questionnements et problématiques alors que nous étions dans une pédagogie « an 2 » à Dieppe (fig. 1).

Pour notre première édition à Nevers, nous voulions souligner l'intérêt de considérer l'échelle du grand territoire : engager les étudiants à comprendre et arpenter autant la ville-centre que les communes alentour. Le principe de la « coupe territoriale » nous a semblé pertinent comme entrée en matière. Ainsi, six groupes d'étudiants se sont répartis sur six coupes, radio-concentriques, du centre de Nevers vers des points cardinaux orientés par les particularités des différentes communes traversées. Nous pensions bien sûr à la méthode du transect, chère aux enseignants-chercheurs du CRESSON à Grenoble. À la fois dispositif d'observation alternatif à la carte ou au plan, technique de représentation et posture de projet, la méthode du transect est aussi un outil clé de dialogue avec les acteurs publics (Poussin *et al.*, 2016). Cependant, nous ne l'avons pas expérimentée rigoureusement, restant dans le registre du prétexte de la coupe, tant spatiale qu'anthropologique, et sans formaliser une relation exclusive à un tracé (la dérive devait rester possible). Le prétexte de la coupe nous a surtout permis d'engager les premières recherches documentaires et cartographiques, et d'organiser les protocoles d'investigation lors de la semaine in situ.

#### *Enquêter in situ : le rôle des protocoles*

Les étudiants ont déjà un certain désir d'arpentage lié à leurs premières recherches « en chambre », mais nous insistons sur la mise en œuvre de protocoles ciblés ; des protocoles cependant plus évocateurs que vraiment directifs. « Un dimanche à Dieppe. Se laisser surprendre » ; « un samedi après-midi à Nevers », « arpenter la grande coupe », « se laisser guider : entretiens, itinéraires, portraits, figures du lieu » ; « entrer dans les plis du territoire », « pousser les portes de... », « camper sur un site », etc. La particularité est que les étudiants enquêtent avec une acuité particulière et surtout, une intuition de transformation, qui dit quelle posture d'architecte ils se construisent. L'enquête de terrain est aiguillée



1. Embarquer avec les marins-pêcheurs de Dieppe (Martin Couetoux du Tertre)

par une « perspective par incongruité » chère aux observations d'Erving Goffman ou Isaac Joseph (Watson, 1989, p. 83-99) (Bonicco, 2007, p. 31-48). Elle s'accroche ainsi à une herméneutique de l'indice (Ginzburg, 1986).

Nous proposons de relater deux enquêtes à Dieppe qui ont pu donner lieu à des situations de projet vraiment intéressantes :

La situation d'Hannah, une étudiante allemande en mobilité, qui rencontre, de façon hasardeuse, un couple de retraités au marché de Dieppe. Et qui engage la conversation ; maligne et audacieuse, un peu perplexe sans doute sur l'interprétation d'un protocole « un dimanche à Dieppe », elle est invitée à déjeuner chez ce couple. Elle négocie de les filmer, très sobrement, dans leur maison. Au-delà du geste documentaire et d'un regard très micrologique, c'est le point de départ d'un raisonnement (inductif) de projet : le « vieillir ensemble » de ce couple suppose le devenir, assez inévitable, d'un « vieillir seul », quand l'un des deux part. Hannah continue l'enquête dans les maisons de retraite à Dieppe ; elle en visite une : elle y découvre une salle publique (étrangement, cette salle n'appartient pas à la maison de retraite dans laquelle elle se situe pourtant) ; la municipalité la prête notamment à une association de joueurs de cartes ; mais aucun résident de la maison de retraite n'y met les pieds. Ce constat, simple, mais ciblé, engage Hannah à proposer un projet « pour une société plus déraisonnable » comme elle le disait. Un projet qui proposera une sorte de fête foraine où différents lieux de la ville sont investis, en lien avec les populations les plus âgées, mais pas spécialement (« ce n'est pas parce que j'ai fait une enquête sur les vieux, que j'invente un programme pour les vieux ! »). Il y a là un déplacement intéressant, et qui fait que le raisonnement de l'enquête et du projet n'est pas, ou n'a pas à être, téléologique ou finaliste (**fig. 2**).

Autre situation, celle de Vincent. Ce qui est plutôt paradoxal, c'est que Vincent a beaucoup apprécié le café de l'Avenir sur le port de Dieppe, un vieux café en lisière du port de pêche et des anciennes industries portuaires. Il a multiplié ici les entretiens, les récits. Et notamment ceux des routiers. Ou plutôt ceux des habitués qui racontent comment les routiers ne viennent plus vraiment dans ce café. C'est une autre histoire du port de Dieppe qu'il se

fait raconter : celle des camionneurs venant au port, et n'y venant désormais plus. Fin d'importants trafics du port de Dieppe, mutations du métier de routier et évolutions des réglementations, contournement routier de Dieppe qui n'est même plus escale routière, tout un contexte contemporain de grande échelle, que Vincent aborde localement, et surtout par rapport au motif spatial qu'est le restaurant routier. Son projet sera celui d'un hôtel-restaurant routier un peu spécial au cœur de la zone d'activité en immédiate périphérie de Dieppe, mais en lien avec l'A13, A28 et A29.

Les enquêtes des étudiants, qu'il ne faut pas considérer alors comme représentatives, mais bien comme expressives (nous leur disons souvent : « vous avez le droit de grossir le trait ») permettent aux étudiants de s'attacher à des situations de projet singulières et d'inventer des programmes adaptés aux contextes des villes dites moyennes, plutôt en situation de déclin ou de décroissance. Ces enquêtes les engagent aussi à produire une représentation au plus proche des réalités de ces territoires et des conditions, crédibles, de sa transformation.

*L'enquête continue dans le projet :  
inventer un désir d'architecture*

L'enquête aide à constituer des connaissances propres aux situations de projet débusquées, aux programmes que les étudiants inventent, et aux références qu'ils peuvent mobiliser en termes de projet. L'écriture, et la production collective d'un livre, permet alors de restituer, de façon articulée, le récit de l'enquête et du projet, et confirme par ailleurs l'importance de considérer le projet par le texte. Pour cela, les étudiants s'engagent dans une démarche atypique, qui nécessite un déplacement. En mobilisant les outils de la recherche, l'étudiant agit en architecte-enquêteur, sans négliger les outils à sa disposition (dessin, maquette, texte, montage, collage...). La figuration des situations existantes agit autant comme un révélateur que comme un acte de transformation, car au travers de la représentation, il s'agit de faire émerger des formes spatiales ajustées aux territoires. En associant d'autres démarches et savoirs à ceux usuellement utilisés par les architectes dans l'élaboration du projet, les étudiants ne répondent pas simplement à une commande : ils créent leurs propres outils projectuels, ils inventent





2. Collage : « pour une société déraisonnable » (Hannah Heiermann)

leur posture d'architecte et leurs conditions d'exercice.

Nous posons cinq questions très simples aux étudiants qui doivent, à partir d'elles, organiser un raisonnement et une posture de projet. Nous vous les livrons telles que : Qu'est-ce que je m'engage à transformer et pour qui ? Qu'est-ce qui m'a permis d'arriver à voir et comprendre cette situation ? Où est le projet ? Par quoi je propose de commencer ? Quel architecte suis-je dans ce projet de transformation ?

Ces cinq questions confondent nécessairement enquête et projet, l'enquête engageant à une qualification précise de sa posture et de ce que l'on décide de transformer. Un de nos objectifs, si ce n'est le premier, est bien d'éviter les phrases que l'on a pu entendre parfois de nos étudiants : « par mon projet, je veux recréer du lien social dans cette ville où les habitants sont privés de lieux de rencontre et de convivialité. Par mon projet, je veux redynamiser un quartier... ». Un travail de décentrement, de réflexivité bien sûr, mais surtout une attention particulière à ce que l'on croit être de la bienveillance : cette bienveillance qui présuppose l'image d'une bonne ville comme d'une bonne urbanité, ce « sentimentalisme moral » contre lequel Yves Michaud nous met en garde (Michaud, 2016).

Cet enjeu, celui de trouver une posture juste, et une posture d'architecte en sus, est très compliqué, aussi parce que des formes visibles de la pauvreté ou du déclin, que ce soit à Dieppe, mais peut-être encore plus à Nevers (l'effet littoral protège encore un peu) sont particulièrement saillantes ; deux villes qui sont très loin des processus de gentrification et d'effacement des classes populaires que l'on s'est habitué à voir et à vivre. Sur ces aspects, certains étudiants ont pu trouver une forme d'excitation ou de sensationnalisme de la marge ; friches industrielles et portuaires, lieux vacants squattés... d'autres étudiants ont pu, eux, tomber plutôt dans un certain misérabilisme pouvant les tétaniser. La tentation de l'architecte-sauveur était forte.

C'est souvent, pas exclusivement, mais souvent, la question du populaire, de la culture populaire qui est à faire monter. Comment écrire, comment raconter et comment projeter à partir des formes de sociabilités et d'urbanités populaires que l'enquête révèle ? Comment faire avec tout ça, sans non plus tomber

dans un angélisme, ou un réenchâtement à tout prix (qui serait aussi un malaise misérabiliste masqué) alors que l'on est tout de même en contact des positions sociales et spatiales très captives ?

Nous engageons les étudiants, sur des questions sociales et urbaines particulières et saillantes sur ces territoires, qui introduisent aussi des enjeux économiques, politiques et de l'ordre de la citoyenneté. Cela nécessite aussi de prendre le temps de présenter, de façon plus théorique, et ce grâce à des interventions dédiées ou des conférences de chercheurs que nous invitons<sup>2</sup>, ces dimensions politiques, économiques et sociales attachées à l'espace (nous pensons notamment à des questions d'économie politique, de politiques urbaines et locales, d'anthropologie sociale et de réflexions sur la citoyenneté). Principalement à propos de ces villes où ces tendances sont les plus accentuées : déclin démographique, désindustrialisation, désouvriérisme, évolution vers des sociétés multiethniques, précarité croissante, crise de la relation aux institutions, faiblesse ou absence d'initiatives publiques, pour des raisons structurelles, budgétaires ou politiques, etc. Et avec tous les paysages urbains qui sont attachés à ces tendances. Il faut bien se colleter avec ces aspects-là, si sombres et durs soient-ils.

L'échelle de la ville dite moyenne peut aussi devenir une opportunité pour (re) faire société. À la différence des grandes métropoles, les villes moyennes seraient des villes où les écarts de classes, ou plus simplement la distance (même spatiale) entre les groupes sociaux, reste encore mesurée : à Nevers, nos étudiants ont discuté librement avec le patron d'un pub, qui, durant le précédent mandat, était l'adjoint à l'urbanisme. Ils n'ont pas dû pousser les portes d'un club très sélect pour discuter avec les élus ou les acteurs économiques locaux !

Bien sûr, la position du sociologue travaillant ces questions avec des étudiants n'est pas celle de désenchanter la pratique architecturale ou le travail de conception ; il s'agit sans doute plus d'amener l'étudiant à construire, au fil de son cursus, un regard réflexif sur ses propres pratiques qui doit l'aider à agir. Un regard réflexif, une dimension critique, mais qui sont très articulés à un désir d'architecture. « L'Autre ville », c'est alors la possibilité, pour un studio de projet de master, de croire au rôle de l'architecte et de l'architecture dans ces villes-là.

De croire que l'on peut, voire même que l'on doit, proposer des modèles de redéveloppement pour ces villes pour qu'ils deviennent aussi des laboratoires urbains pour l'avenir.

*Architectures de service :  
le projet comme levier*

Il nous semble alors important de travailler à penser le projet (et a fortiori le rôle de l'architecte) sur une échelle de temps et d'action plus large que celle de la répartition classique des missions commande/mise en œuvre/livraison. Ce déplacement du rôle du projet est un possible contrepoint positif à des difficultés, que nous avons observées à Dieppe et à Nevers, en matière d'organisation administrative et opérationnelle, ainsi qu'en matière de gouvernance, de maîtrise et d'ingénierie du projet. Ces difficultés ou ces carences peuvent aussi être pensées comme la possibilité de ne pas subir une division rigide du projet, à l'œuvre dans les contextes politico-techniques des métropoles. Il faut alors sans doute considérer les villes moyennes comme de possibles laboratoires politiques et urbains à la fois dans l'invention pédagogique, mais aussi dans la restitution des travaux aux acteurs du territoire.

Dans ce studio, nous considérons le projet sur une échelle de temps plus large, qui permet d'intervenir à différents moments de son élaboration : en amont de toute réalisation, en créant les conditions de la commande, en l'élaborant, en activant les leviers nécessaires pour qu'une construction, un aménagement, etc. puissent exister ; en aval, en considérant et intervenant sur des situations construites, en les modifiant, en imaginant des dispositifs qui interagissent avec elles. Bien évidemment, les différentes temporalités peuvent se croiser, s'entremêler. Dans le contexte des villes moyennes, le projet ne peut être uniquement un résultat, mais un processus, un apprentissage, une construction collective. La question aujourd'hui n'est pas seulement de savoir quoi faire, ni comment faire – les outils et les méthodes sont désormais bien identifiés – mais par quoi et où commencer.

Ce renouvellement des pratiques implique une refonte des processus de projet dans lesquels les rôles et tâches de chacun ne seraient pas écrits par avance, mais conduits par les nécessités des

situations rencontrées et les opportunités de transformation qu'elles représentent.

Le studio « L'Autre ville » ne place pas les étudiants dans la position de « répondre à une question », mais de (se) poser les questions et de proposer des réponses en interaction avec les acteurs des territoires et les enjeux contemporains auxquels ils font face. Nous envisageons le devenir des villes médianes avec optimisme en ne considérant plus la croissance urbaine comme l'unique modèle. Agir dans des contextes de décroissance ne conduit pas à l'immobilisme, mais au contraire à une réflexion-action raisonnée qui permet de s'engager sur des pistes crédibles de projets, quelles qu'en soient les échelles ou les temporalités d'intervention (**fig. 3**).

La méthode proposée procède par superposition de plusieurs dimensions qui interagissent entre elles. Les échelles se télescopent. Il faut penser le « petit » avec le « grand », le « local » avec le « global », le temps court autant que le temps long. Nous considérons la pratique du projet par le dessin et le texte comme une activité processuelle, relative et située, collaborative et partagée.

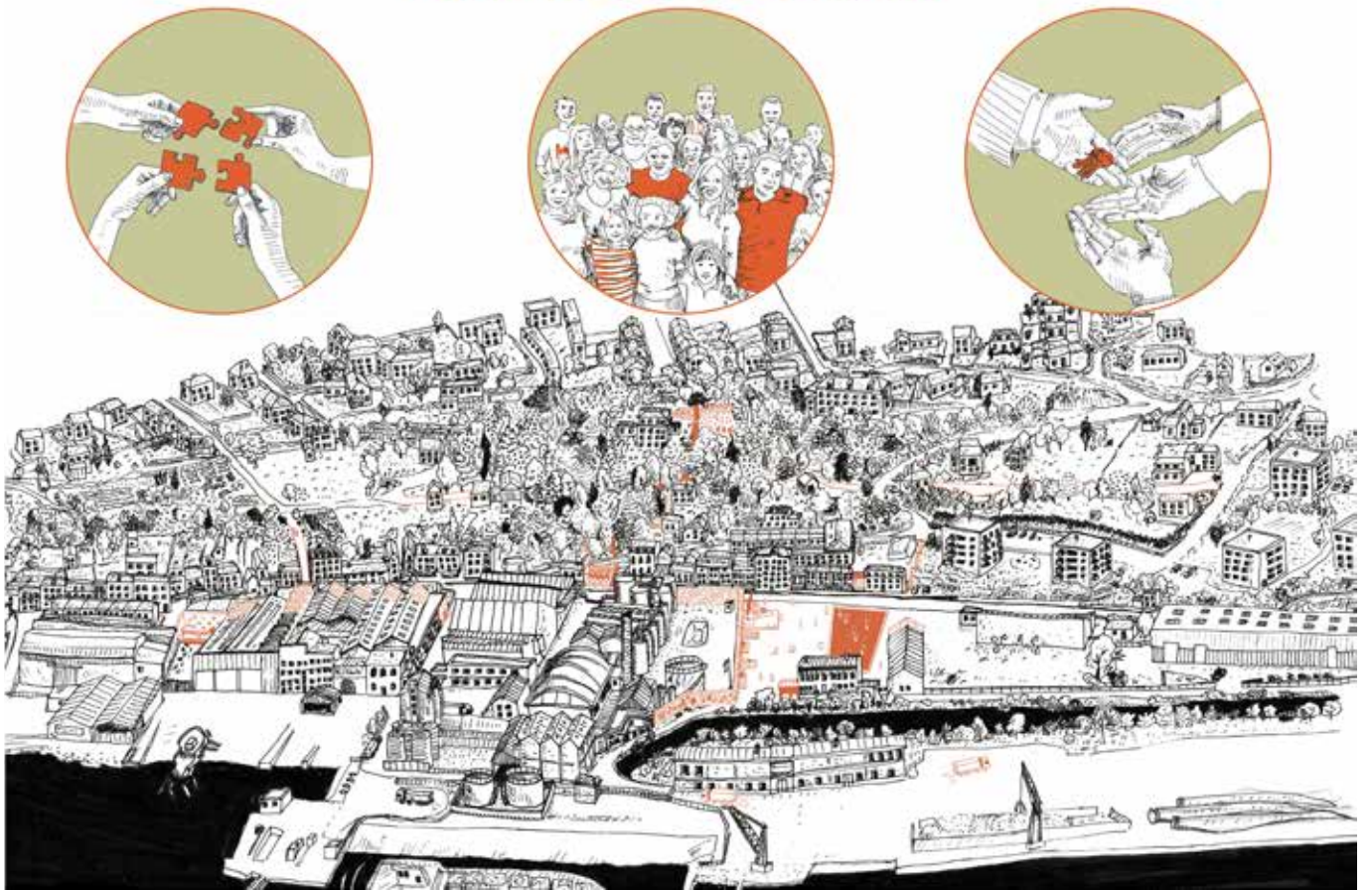
Nous avons l'ambition de construire des stratégies adaptées aux contextes de la ville moyenne en entremêlant les échelles et de susciter des interventions à la grande échelle ou à celle de dispositifs architecturaux situés, pérennes ou temporaires. Nous souhaitons faire émerger une « architecture de l'engagement » s'appuyant plus sur la notion de service que d'œuvre. Pour cela nous avons mobilisé nos propres savoirs et apports disciplinaires, de la sociologie à l'architecture en passant par l'urbanisme, l'économie et le politique.

Notre rôle pédagogique est sans doute de faire émerger des personnalités, des postures. Il est aussi de notre devoir de permettre aux étudiants de comprendre qu'il existe des alternatives à la production mainstream, qui nous envahit et sature l'espace médiatique.

Mais pour cela il faut être précis, connaître les outils, ne pas faire d'amalgames, confondre l'objectif et le résultat et admettre que les compétences des architectes doivent s'étendre, et surtout se valoriser, à tous les niveaux de la chaîne de la conception des projets.



## RÉACTIVER LES COTEAUX



3. Réactiver les coteaux à Dieppe (Ninon Van Den Berg)

## Bibliographie

En conclusion, nous rappelons cette petite phrase d'un message à l'adresse des étudiants, et qui nous tenait vraiment à cœur : « nous vous demandons des projets qui soient raisonnés, ajustés, très contextualisés, crédibles, humbles, mais qui doivent aussi être porteurs d'une audace, que votre jeunesse a le droit de demander et de tenter ! »

### Notes

1. Chaque espace pédagogique a besoin de son lexique. Nous en avons fabriqué un, et nous l'avons partagé. Question-problème, situation, protocole, etc. : un ensemble sémantique que nous avons discuté et amendé tout au long des semestres.

2. Notamment dans le cadre d'un cycle de 3 conférences intitulé « A-métropoles, les nouveaux territoires du projet » proposé à l'ENSA Paris-Malaquais. Nous avons successivement reçu et écouté : Éric Chauvier, anthropologue, professeur à l'ENSA Versailles et chercheur au LéaV (26 février 2019, « Le suburbain en France : périurbain ou périmétropolitain »); Emmanuèle Cunningham-Sabot et Sarah Dubeaux, géographes du Département de Géographie de l'École Normale Supérieure de Paris (26 mars 2019, « Les villes en décroissance : un sujet qui monte »); et Arlette Baumans et Bernard Deffet, deux architectes belges engagés dans des projets de transformation des territoires en déprise (16 avril 2019, « Formes de résiliences »).

ASCHER, François, 1995. *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris : Odile Jacob.

BRENT, Ryan, 2013. *Design after decline. How America rebuilds shrinking cities*. University of Pennsylvania Press.

BONICCO, Céline. « Goffman et l'ordre de l'interaction : un exemple de sociologie compréhensive », In : *Philonsorbonne*, 1, 2007, p. 31-48.

CEFAÏ (éds.), Daniel, 2007. *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*. Paris : Economica, Coll. « Etudes sociologiques ».

EPSTEIN, Renaud. « Gouverner à distance. Quand l'État se retire des territoires », In : *Esprit*, novembre 2005.

COLLECTIF, 2019. *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*. Paris : Seuil.

GINZBURG, Carlo. « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire », In : *Mythes, emblèmes, traces*. Paris : Flammarion, 1986.

NOIRIEL, Gérard, 2019. *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire*. Ed. De l'Aube / Le Monde.

MICHAUD, Yves, 2016. *Contre la bienveillance*. Paris : Stock.

POUSIN, Frédéric, MARCO, Audrey, BERTAUDIÈRE-MONTÈS, Valérie, BARTHÉLÉMY, Carole, TIXIER, Nicolas. « Le transect : outil de dialogue interdisciplinaire et de médiation », In : *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 24, juin 2016, mis en ligne le 10 juin 2016, consulté le 31 mai 2019. <http://journals.openedition.org/vertigo/17372>

VIGANÒ, Paola, 2012. *Territoires de l'urbanisme. Le projet comme producteur de connaissance*. Genève : MétisPresses.

WATSON, Rodney. « Le travail de l'incongruité ». In : CASTEL, Robert, COSNIER, Jacques, JOSEPH,

Isaac, 1989. *Le parler frais d'Erving Goffman*. Paris : Ed. de Minuit, p. 83-99.

WOLFF, Manuel, FOL, Sylvie, ROTH, Hélène, CUNNINGHAM-SABOT, Emmanuèle. « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », In : *Cybergeo : European Journal of Geography*, Aménagement, Urbanisme, document 661, mis en ligne le 08 décembre 2013. <http://cybergeo.revues.org/26136>

Mots-clefs : Villes moyennes, décroissance, expérience immersive, fabrique urbaine et territoriale, politique.